

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Calomniez-nous, Léon Daudet cela n'empêche que Philippe Daudet fut anarchiste

Devant le cadavre de son enfant, M. Léon Daudet a une seule préoccupation : éviter tout ce qui peut nuire à sa propre carrière politique ; rechercher, inventer tout ce qui peut servir son ambition dictatoriale.

Quand on le met, à Lariboisière, en face du pauvre corps ensanglanté de Philippe trouvé mortellement atteint dans un taxi, le député de Paris n'a qu'une pensée : quelle que puisse être la réalité des faits, la vérité sur la mort de son enfant, éviter un scandale nuisible au plan politique qui, seul, le préoccupe. Ah ! Léon Daudet, qui ne manque pas d'imagination, peut, à cette heure-là, avoir les visions les plus troublantes ; il peut faire, en son for intérieur, les plus dramatiques hypothèses... Le député de Paris les repousse avec mépris ; il étouffe volontiers en lui la voix de « sa conscience ». Il ne pense qu'au mauvais retentissement que pourrait avoir la nouvelle du fait brutal : son enfant trouvé mort dans un taxi, son enfant probablement suicidé, après s'être échappé de chez Léon Daudet.

Quand un gosse de quatorze ans se sauve de chez ses parents, il y a des chances qu'il ne s'y trouve pas fort heureux. Et Léon Daudet savait parfaitement pourquoi le petit Philippe avait fui la maison paternelle. Il le savait mieux que nous. Et cependant nous savons par des confidences faites, depuis la mort de l'enfant, par des familiers du logis Daudet, que LÉON DAUDET NE RENDAIT PAS HEUREUX SON FILS, QU'IL LE HEURTAIT, LE CORRIGEAIT MÊME et que Philippe cherchait ailleurs que chez lui le bonheur.

Devant le cadavre de Lariboisière, le député d'*Action Française* n'hésite pas : IL ACCEPTE LA THÈSE DU SUICIDE, il signe même un procès-verbal par lequel il reconnaît le bien fondé de cette version de la mort de son fils, tout cela A UNE CONDITION : LE SILENCE, LA DISCRÉTION ABSOLUE sur cette fin accidentelle, la complicité de la police, du gouvernement et de la presse officielle pour jouer aux yeux du public et de l'histoire la sinistre comédie, l'hypocrisie et funèbre parade de la mort naturelle du fils de Léon Daudet, après une courte maladie.

C'est ainsi que l'*Action Française* du 26 et 27 novembre pouvait pleurer dignement le « cher collaborateur prématûrement enlevé », le jeune camelot du roi fidèle à son roi et à sa famille.

Mais voici, malgré tout, que la lumière se fait. Notre inquiétude, sur la destinée du petit copain qui avait fait à Georges Vidal la confidence de sa volonté d'action terroriste, nous amène, nous, à toutes les hypothèses. Nous cherchons dans tous les sens. Nous trouvons le fait divers par lequel un jeune inconnu s'est suicidé. Nous voulons connaître l'identité de ce désespéré. On nous la refuse. Cela nous pousse à savoir toute que coûte, cela nous intrigue en outre. Il y a là, à coup sûr, du mystère qu'il nous faut percer.

Par nos moyens, qui ne sortent pas des sphères du prolétariat, nous apprenons que le fils de Léon Daudet s'est suicidé et que le député d'*Action Française* a été chercher à Lariboisière le corps de son enfant.

Alors nous voici devant ces coïncidences : le fils de Daudet s'appelait Philippe ; le jeune copain disparu a signé Philippe le mot d'adieu à ses parents qu'il a confié à Georges Vidal.

Non, nous n'avons encore aucune certitude. Et nous voici, Vidal, Lecoin, Hauteclaire et moi, seuls dépositaires de ce doute, de cette hypothèse formidable, et pris de cette angoisse extraordinaire que l'on ressent à l'approche de la vérité...

Que faire ? Que faire ?

Toute la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre nous avons, tous les quatre, longtemps, longtemps hésité, au fur et à mesure que nous préparions le numéro spécial du *Libertaire* qui devait bouleverser l'opinion publique.

Et, au matin du 1^{er} décembre, nous n'avions encore pour seuls confidents du geste de hardiesse sur le point d'être accompli que nous-mêmes, quatre camarades halefants de cette audace qui allait enfin nous permettre de faire

l'expérience décisive : ou nous prouverions que Philippe Daudet était mort tragiquement après avoir affirmé sa foi anarchiste, ou nous sombrerions dans le ridicule.

Georges Vidal avait fait le récit de la troublante rencontre ; nous le mettions en page avec le cliché de l'autographe et les dernières œuvres poétiques du disparu... Et encore nous n'osions pas avoir la conviction absolue. Nous nous lancions bravement dans l'inconnu — comme nous avons si souvent coutume de faire, nous, anarchistes, qui ne craignons pas de tout risquer pour tout savoir.

Mais voici le numéro spécial lancé comme une bombe en plein Paris.

Le fils de Léon Daudet, le chef royaliste, Philippe Daudet mort en anarchiste. Philippe Daudet reniant la tradition de boue et de sang de son père.

Aussitôt l'*Action Française* voulut nier. Elle nous accusa d'abord de faux. Maurice Pujo alla jusqu'à déclarer que Philippe Daudet était incapable d'œuvres littéraires comme les *Parfums maudis*. Puis on dut reconnaître l'authenticité des documents. L'*Action Française* elle-même dut le reconnaître.

Notre Philippe était donc bien Philippe Daudet !

Seulement alors nous eûmes la certitude de ce que nous avions si audacieusement avancé.

Le fils de Léon Daudet était bien celui qui avait écrit : « Depuis longtemps j'étais anarchiste, sans oser le dire. » Le fils de Léon Daudet était bien le jeune terroriste qui avait confié à Vidal sa volonté d'action directe, son terrorisme désespéré.

Dès lors, Léon Daudet n'eut plus qu'une pensée, une idée fixe, une obsession plus forte que sa raison, plus puissante que tout en lui : effacer par tous les moyens cette tache indélébile, cette marque infamante pour le grand chef d'*Action Française*, le reniement par son fils des idées royalistes, l'ascension de son fils aux idées anarchistes, le passage de Philippe dans les rangs des subversifs, des révoltés, des réfractaires...

Philippe pouvait être mort de n'importe quelle façon, peu importait à son cœur de père : de la méniginge comme dans la première version de l'*Action Française*, de suicide comme il l'avait lui-même reconnu à Lariboisière, assassiné par n'importe qui et dans n'importe quelle circonstance... Ah ! ceci ou cela n'inquiétait guère le député de Paris. Ce qui le troubloit uniquement c'était cette vision honteuse, ce remord, ce cauchemar d'éternité, cette condamnation de toute sa vie d'homme public : SON PROPRE FILS ANARCHISTE !

Dès que Léon Daudet ne put plus rien nier de ce que nous avions dans notre édition spéciale, il n'eut qu'un souci : dénaturer la figure du son enfant, assassiner la mémoire du petit mort, piétiner jusqu'à la défigurer l'âme du disparu.

Avant toutes choses, pour rendre invraisemblable la volonté d'action du jeune homme, pour empêcher que l'on prît au sérieux les intentions qu'il avait formulées et pour rendre odieux ceux qui avaient recueilli ses confidences terroristes, il communiqua à la presse un des portraits les plus anciens de Philippe, un portrait fait très antérieurement aux événements tragiques et dans lequel son fils semblait un enfant de douze ans.

Puis il osa mettre sur le compte de la maladie les « fugues » du jeune homme. Il préféra, l'ignoble personnage, donner l'image mensongère d'un Philippe à moitié fou, inconscient, que la vision effroyablement vérifiable d'un Léon Daudet aussi brutal dans la vie privée que dans la vie publique, brute domestique comme il est brute sociale.

Enfin, il nous défigura nous aussi, les derniers confidents, les derniers amis de son enfant.

A priori, sans preuve aucune, par tactique, par système politique, il nous accusa d'avoir assassiné Philippe. Et il nous présenta comme des « cannibales », d'horribles monstres qui auraient

eu l'idée stupide de se venger sur un enfant des infamies du père.

Et ce fut, pendant quelques semaines, la version de l'*Action Française*.

Puis le mouchard Flotter se démasqua. Nous dénonçons le traquenard policier dans lequel on fit tomber notre petit camarade Philippe. Léon Daudet ne s'embarrassa pas pour si peu. Il feint de ne pas nous lire, de ne pas nous comprendre. Il fait mine d'être seul à dénoncer les Marlier, Lannes et consorts. Pensez donc : son fils assassiné par la police, cela ne fait pas ses affaires à lui, l'homme politique, car cette nouvelle version, loin d'effacer la réalité de la conversion de Philippe à l'anarchie militante, la confirme, la prouve indubitablement.

Un moment, le député royaliste de Paris essaie de s'en tirer en fabriquant de fausses citations du *Libertaire* qu'il reproduit dans sa *Revue de la Presse* et par lesquelles il nous fait facilement accepter je ne sais quelle hypothèse d'un Philippe venu, en camelot du roi, dans nos milieux pour nous espionner. Nous dénonçons les citations ; nous dénonçons les fausses.

Alors, d'un coup, changement de tactique. Et voici le bouquet d'ordures diffamatoires : l'*Action Française* d'hier met en manchette tout simplement ceci : « Complicité du LIBERTAIRE et de la Sûreté générale : COLOMER INDICATEUR DE MARLIER. »

On a beau être cuirassé contre tout ce qui vient d'un Léon Daudet, on a beau se comporter à l'égard de ses dires comme devant les émanations d'une fosse d'aisances, il est tout de même un peu estomaquant de voir les beaux caractères d'imprimerie servir à illustrer de semblables infamies.

Mais reprenons de la philosophie : ce que Léon Daudet écrit sur nous-mêmes n'est pas plus ignoble que ce qu'il écrit sur son fils. Faire passer Philippe pour un mouchard des camelots du roi n'est pas moins dégoûtant que de nous faire prendre pour un des sous-ordres confidents de la Sûreté générale.

Tout le caractère loyal du petit assassin proteste contre le jugement ordinaire de Léon Daudet tout comme notre passé, à nous. Que l'on compare la vie d'un Léon Daudet et la nôtre : cela suffit à tout homme impartial pour dire celui qui fait figure d'indicateur de police.

Mais cette dernière accusation du grossier Machiavel français que l'on a trop souvent le tort de prendre pour un fou (pas si bête !) n'est encore qu'un artifice, une ruse de guerre afin d'empêcher jusqu'au bout que l'on puisse croire à cette seule vérité : PHILIPPE DAUDET ANARCHISTE.

Et cependant c'est bien là le châtiment du mauvais père comme du mauvais homme, le châtiment du politicien : PHILIPPE DAUDET ANARCHISTE, ASSASSINÉ PAR LES POLICIERS DE POINCARÉ, LE CHER PÔINCARÉ DE LÉON DAUDET, DÉPUTÉ DE PARIS.

André COLOMER.

Ge soir, à 8 h. 30

Assemblée plénière de la FÉDÉRATION ANARCHISTE DE LA RÉGION PARISIENNE

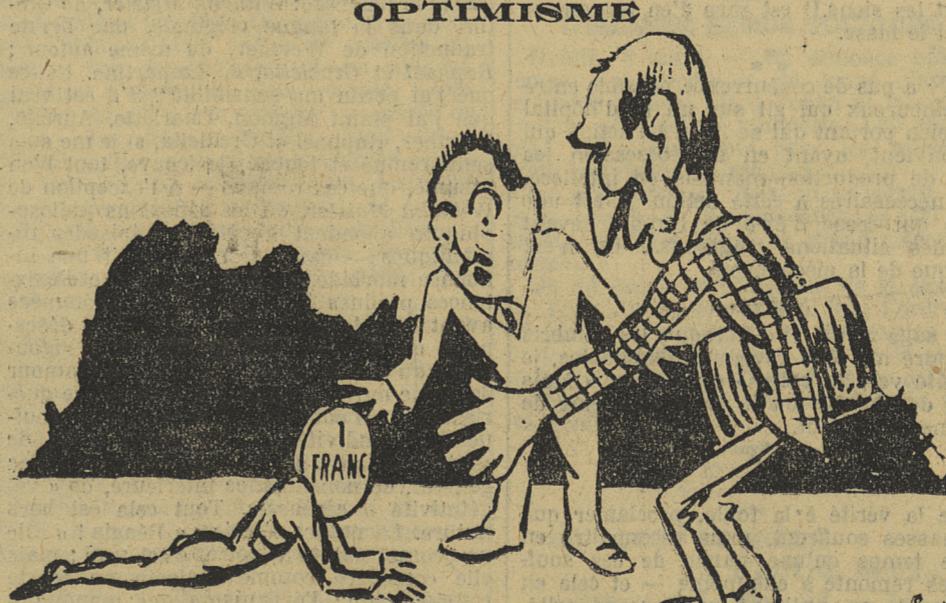
Maison Commune 49, rue de Bretagne

ORDRE DU JOUR :

1. Campagne Antiparlementaire ;
2. Meeting du 17 mars ;
3. Questions diverses.

Présence de tous les copains. Indispensable.

OPTIMISME



LASTEYRIE. — Tant qu'il ne sera pas au cours du mark, faut pas s'en faire.

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'EXTRÉME
Un an..... 80 fr.	Un an... 112 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois 20 fr.	Trois mois 28 fr.
Chèque postal Ferandel 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

soscriptions diverses et notamment de celles ouvertes pour l'action électorale.

« Le gouvernement avait-il besoin de cette dernière maladresse pour montrer son affaiblissement devant notre action ? Aux ordres du Bloc national, il pense intimider les fonctionnaires, c'est la preuve d'une piété psychologique. Les coups du pouvoir resserreront les liens qui unissent tous les syndicats, et demain comme hier, la lutte continuera. »

Nous protestons contre le coup de force de Poincaré contre la Fédération des Fonctionnaires, mais cela ne nous empêche pas de trouver une légère contradiction dans les déclarations du secrétaire de la Fédération quand il proclame d'une part l'esprit apolitique de son « syndicalisme » et que, d'autre part, il parle de souscriptions ouvertes pour l'action électorale — à moins qu'il s'agisse d'une action antiparlementaire. Mais nous en doutons.

Le franc à Zéro

Le franc baisse, baisse et avant peu, si sa chute vertigineuse continue, il ne vaudra plus rien. Nous pourrons alors saluer la victoire de la France, et si le prolétariat de notre pays n'a rien à se mettre dans le ventre, il aura tout au moins la satisfaction de pouvoir, le dimanche, aux Invalides, contempler les drapeaux pris à l'ennemi.

Mais le peuple se fâche bien en ce moment de la chute du franc. Il est convaincu qu'à la suite des prochaines élections, des députés du Bloc des Gauches trouveront le moyen d'équilibrer le budget et de sauver de la faillite notre belle France. Douce illusion. Le réveil, hélas, sera brutal, car, quel que soit le gouvernement qui succédera au Bloc national, il n'échappera pas au désastre, déterminé par la dernière guerre.

Toutes les mesures qui ont été prises et toutes celles qui peuvent être prises par les parlementaires seront inopérantes.

La France a une dette flottante d'environ 600 milliards, et même en supposant que l'Allemagne consent à se courber devant les stipulations du traité de Versailles, les entrées dans les caisses de l'Etat français ne dépasseraient pas 150 milliards. C'est donc plus de 400 milliards qu'il faudrait encore trouver pour boucler le trou fantastique creusé par le carnage, et ce n'est certainement pas dans les classes laborieuses qu'il est possible de puiser les ressources que demandent les gouvernements.

Les ministères qui se sont succédé, comme ceux qui se succéderont ne frapperont jamais à la porte des gros mercantils qui ont bénéficié de cette somme énorme, que l'Etat français a couverte de son autorité et de son crédit.

Les 600 milliards que l'on veut sortir de la poche des contribuables, sont entrés cependant dans la bourse de financiers et de profiteurs sans scrupules ; ils n'ont pas été perdus pour tout le monde, et pour payer les intérêts de ceux qui ont eu tout à gagner de la guerre, les gouvernements auraient aujourd'hui la préférence de faire sur au prolétariat une somme annuelle de 20 milliards, pour payer les intérêts de la dette flottante !

Mais, les poches du prolétariat sont aussi vides que les caisses de l'Etat, et avec la meilleure volonté, M. de Lasteyrie ne pourra récolter un sou vaillant des classes productrices, prétendant certains défaitistes.

Si, cependant, le ministre des Finances consentait à nous entendre, en moins de recherches, au cours desquelles il a pu se rendre compte du parfait fonctionnement et de l'excellente organisation des services, est parti, emportant quelques papiers sans importance aucune.

Il a paru s'intéresser particulièrement aux livres de comptabilité. Sans doute, M. Jousselin espérait-il trouver là des fonds d'origine suspecte ou des attaches avec des partis politiques. C'était bien mal connaître la Fédération et son esprit. Le syndicalisme des fonctionnaires, comme tout le syndicalisme, est libre. Les partis politiques, qu'ils soient, lui sont totalement étrangers et il est fier de son indépendance et de sa force.

« Quant aux ressources, elles se composent exclusivement des cotisations, des

volets et des cotisations de l'Etat. Les cotisations sont versées par les fonctionnaires, et le Etat, par l'impôt dont M. Arago s'acquitte avec tant de bonne grâce. La chute du franc ? Mais oui, vous avez raison, elle est la cause du déséquilibre budgétaire qui, lui-même, est déterminé par le refus systématique du prolétariat à faire face à vos engagements.

Votez donc les deux décrets qui ont eu une si heureuse répercussion sur la devise nationale. Votez-en quatre, six, dix, le franc montera de la même façon que ces derniers jours. La livre anglaise vaut 116 francs, elle en vaudra 2.000. La pomme de terre vaudra cent sous le kilo et le pain quarante sous la livre ? Peu importe, le prolétariat qui cache son argent sera bien obligé de le sortir, mais — car il y a un mais — si vous vous êtes trompés, messieurs les parlementaires passés et à venir, si, par une regrettable fatalité, ce n'était pas le peuple qui détenait cette fortune que vous recherchez, si les guenilles de l'ouvrier étaient de vraies guenilles, si sa faim était véritable et sa position désespérée, prenez garde, vous et les votres, que le mouton ne sorte de sa passivité, ne se révolte comme un lion et aille, où il se trouve, chercher cet argent dont vous avez tant besoin, le réduise en poussière, le fasse à jamais disparaître (puisque vous causez, à vous comme à nous, tant de soucis) de vos coffres et de vos banques, et le remplacez, pour vous comme pour nous, par le travail productif, qui est la seule et la véritable richesse d'une société.

Le sophisme anti-Idéaliste de Marx

(SUITE ET FIN)

Dans la vie politique, d'abord, ne voyons-nous pas souvent, au cours de l'histoire, l'agitation effrénée des partis et même les coups d'Etat faits pendant à un régime économique parfaitement stable ? Et trouverait-on jamais un historien conscient qui essaierait de rattacher tout événement politique de la vie d'une nation à une cause économique dont il serait la conséquence fatale ?

Pourquoi ? Parce que les hommes et les partis ne luttent pas seulement pour des raisons économiques, mais pour des causes sentimentales et intellectuelles dans lesquelles l'intérêt matériel n'a rien à voir. Quand Marx et Engels, par exemple, affirment, dans leur *Manifeste communiste*, que la liberté de conscience, à son avènement sur la scène politique du monde, ne fit « que proclamer dans le domaine du savoir le règne de la libre concurrence », ils oublient que, quels que soient, sociologiquement, les rapports organiques qui lient les deux phénomènes et les solidarisent, il n'en est pas moins vrai que rien ne permet de les subordonner l'un à l'autre, que rien ne permet d'établir entre eux un rapport de causalité plutôt que de les rapporter à une cause commune. Et, en fait, n'est-ce pas précisément cette « idéologie » si dédaignée par le matérialisme marxiste qui se révèle, à l'analyse, comme la cause commune de ces deux grands faits historiques, concomitants, mais indépendants l'un de l'autre, aussi indépendants l'un de l'autre que deux feuilles d'un même arbre, que deux jets d'une même source ? En fait, encore, cette indépendance réciproque du fait politique et du fait économique n'est-elle pas si patente, si réelle, qu'on voit bien des hommes et des groupes d'hommes, sans inconscience aucune, suivre l'ascendant de l'une des causes et répudier l'autre, se montrer, par exemple, les fermes soutiens de la liberté de conscience en même temps que les adversaires irréductibles de l'individualisme économique ? En fait, encore, n'est-il pas clair, enfin, que si la psychologie collective que trahissent ces idées et ces faits résulte sans doute, en partie, d'intérêts économiques, elle dérive certainement, d'autre part, de facteurs intellectuels et moraux absolument en dehors des questions de production et d'échange ? Aucun homme sensé ne prétendra que tous les « libéraux », tous les partisans des libertés politiques, soient devenus tels sous l'empire d'intérêts matériels ; aucun ne soutiendra qu'il n'existe pas parmi eux — et en grand nombre — d'hommes dont l'attitude est dictée par l'idéal même, par de hautes préoccupations d'idées, philosophiques et morales, sans souci ni influences d'ordre économique.

Si des nègres ou des coolies chinois, dit Menger (1), travaillaient dans les fabriques allemandes, jamais une démocratie socialiste ne serait née, même en supposant réunies toutes les conditions préalables de l'ordre économique ». Qu'est-ce à dire, — sinon que l'économie est un déterminisme simpliste, que si les circonstances économiques conditionnent souvent un phénomène politique, elles ne le nécessitent pas, ne le produisent pas, et que ce ne sont pas elles, mais l'état mental, l'état psychologique des acteurs, qui en sont, en dernière analyse, le facteur efficient ?

et morales qui donnent la clef du régime économique, qu'elles commandent. Il faut renverser les termes du rapport établi par Marx. Incontestablement, dans le monde humain, la conception cosmologique, la conception juridique, la conception morale, résultant, décollant l'une de l'autre, précédent et déterminant, régissent l'organisation économique et sociale, dont elles sont l'âme.

Ainsi est-il faux de dire, avec la version marxiste des Statuts de l'Internationale, qui résume si nettement l'erreur de Marx et son point de vue métaphysique, que « la sujétion économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail est la cause première de sa servitude dans toutes ses formes » (2). Cette « cause première » n'est pas première du tout. Elle a sa source dans une conception juridique, dans la conception propriétaire, et c'est celle-ci — basée, à son tour, sur une erreur philosophique : l'illusion absolutiste, l'illusion de la création autoritaire — qui lui donne force et vigueur, qui lui donne la force morale sans laquelle tout régime économique n'est qu'un corps sans tête, un corps sans vie. La véritable cause, la véritable cause non pas première mais efficace, de toute servitude sociale viable est dans l'esprit qui la justifie, dans la raison, la raison égarée, illusionnée, qui l'étaye, la soutient et lui donne force de vie.

De cause première, il n'en existe pas. Il n'en existe pas plus ici que dans aucun autre domaine. Nous n'avons que faire de cette vaine métaphysique. Et la superstition matérialiste de Marx vaut à nos yeux la superstition contraire, l'idéalisme pur, qu'il combat si ardemment.

Certes, il est vrai : point de réalisations idéales sans base matérielle propice. Mais celle-ci n'est que la condition, elle n'est pas la cause, la force motrice de l'acte. Il importe de ne pas confondre. Et c'est ce que fait le marxisme : il confond condition et cause.

La force motrice de nos actes, elle est en nous : elle est dans les leçons diverses de notre nature... Et c'est ici qu'on nous reprend encore et qu'on revient à la charge. Il faut vivre, nous dit-on, avant de philosopher. *Primum vivere, deinde philosophari.* — Sans doute, si philosophe signifie faire de la métaphysique. Mais nullement, si cela signifie rechercher ce qui est juste. On vit, c'est entendu, avant de raisonner. Mais le juste, le juste sous ses aspects multiples, n'est-il pas la loi même de la vie, la loi même de la force ? Et l'être animé quel qu'il soit, même la plus inconsciente, ne subit-il pas cette loi et n'en a-t-il pas l'instinct ?

Cet instinct, c'est le germe de la force morale ; c'est le germe de la dignité humaine. Le seul fait de son existence fait de l'amoralisme matérialiste une aberration et un non-sens.

Paul GILLE.

(1) Menger, « Etat populaire du travail », p. 219.
(2) Rédaction marxiste de 1871. La rédaction française primitive portait, très judicieusement : « la source ».

Esquisse d'une Philosophie de la Dignité Humaine

par Paul GILLE

Professeur à l'Institut des Hautes Etudes de Belgique

Prix : 3 francs

En vente à la Librairie Sociale 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

POINTS de REPÈRE

Grandeur et décadence individualistes.

Nietzsche parle souvent de la noblesse, il orne son ébauche du surhumain. Sans cette noblesse, l'individualisme dégénère rapidement en bas arrivisme. Théâtral, ce type immortalisé par Victor Hugo, n'a rien de l'individualiste. C'est un détrousseur de cadavres et d'infirmes incapables de se défendre. Rien d'autre.

Il n'y a pas grand mérite à enfourcher la monture d'un cavalier désarçonné. « Quel beau cavalier ! » s'exclame la foule en battant des mains, et le fringant homme de cheval, grisé par le vacarme, oublie ce qu'il n'est pas lui qui a dompté l'animal.

Personne ne vous force à faire le médecin si vous ignorez l'art de guérir. Personne ne vous force à accepter un mandat si vous ne vous sentez pas de taille à le remplir au gré du mandant. Personne ne vous oblige à vous charger d'un dépôt si vous ne possédez pas la volonté de le rendre intact au déposant.

Il est fréquent de rencontrer un ami qui promet de tenir vos intérêts comme s'ils étaient les siens. Il est rare d'en rencontrer un qui le fasse.

Il n'y a pas de concurrence possible entre le malheureux qui git sur un lit d'hôpital et le bien portant qui se livre à l'action qui lui convient, ayant en sa possession les outils de production manuels ou intellectuels nécessaires à cette action. Il est une ironie qui cesse d'être de l'ironie devant certaines situations tragiques... Ce n'est plus que de la méchanceté.

Un sage a dit : « Lorsque les lambris d'Épicure me sont devenus inhabitables, je me hâte vers la cabane d'Épictète. » Mais il est des heures où le tonneau même de Diogène fait défaut.

Dire la vérité à la foule.

Dire la vérité, proclamer que les masses souffrent, mais reconnaître en même temps qu'une partie de ces souffrances remonte à elle-même — et cela en invoquant, en utilisant son propre critérium du bien et du mal. Dire la vérité à la multitude : la décrire, devant elle, telle qu'elle est, comme elle est, la présenter

pour ce qu'elle vaut. Pour cela, il faut du courage. Et je ne parle pas seulement de la populace. J'ai dans l'esprit toutes les foules : la foule des prolétaires et la foule des bourgeois, la foule des travailleurs manuels et la foule des travailleurs intellectuels, la foule des honnêtes gens et la foule des hors la loi. Chaque unité de la foule vise en quelque manière ses propres commandements moraux et sociaux ; chacune fait ce qu'elle blâme chez autrui, chacune voudrait que ce soit autrui qui porte le fardeau des lois et de la contrainte sociale. C'est une rareté que de trouver quelqu'un ou, dans les détails quotidiens de la vie, le contre-dise pas la conception n'ayenne que la foule adopte comme étalon de l'existence morale et sociale.

Du préjugé.

J'appelle « préjugé » une opinion, une habitude, une convention, une formule d'ordre intellectuel, politique, économique, religieux, ou encore ayant trait aux mœurs ou aux coutumes, etc., qu'on adopte, qu'on reçoit, à laquelle on se soumet, sans y réfléchir, sans le discuter, sans l'examiner, simplement parce que tout le monde l'accepte ou s'y adapte, ou feint de l'accepter ou de s'y adapter ; et parce qu'on ne veut ou qu'on n'ose faire autrement que tout le monde. Et cela alors même que cette opinion, cette habitude, cette convention ou cette formule, ce préjugé enfin, vous blesse, vous froisse, vous gêne, heurte vos convictions, n'est pas conforme aux résultats de vos études ou de vos observations personnelles, est antagoniste à votre raisonnement ou hostile à votre sentiment.

Ceux qui patient.

L'enfant Jésus échappe à Hérode et le tyran, pour se venger, ordonne qu'on tue tous les enfants de moins de deux ans qui se trouvent à Bethléem et sur son territoire. Qu'importe que les innocents paient pour les coupables !

Ainsi ont agi, avant ou depuis Hérode, tous les hommes d'Etat, tous les politiciens. Ils se vengent sur ceux qui n'y sont pour rien de la peur que leur ont causée ceux dont ils redoutent l'influence.

Les Intellectuels.

Nous devons beaucoup aux « intellectuels », c'est-à-dire à ceux qui ont fait des choses de l'intelligence la grande affaire de leur vie — sans jamais faire de « l'Intellectualisme » un synonyme d'arriérisme ou de complaisance à l'égard des berger ou du troupeau social. Ils nous ont beaucoup appris. Plus que cela. Ils ont contribué à susciter en nous le désir d'être une personnalité pensant par et pour nous-mêmes.

Mais ils nous doivent beaucoup, en revanche. Combien d'intellectuels ne seraient jamais sortis du cadre restreint où ils vivaient si nos milieux, nos journaux, nos revues ne s'étaient point intéressés à ce qu'ils écrivaient ? On a déjà fait la remarque qu'ils oubliaient volontiers cet appui précieux au moment du besoin lorsqu'ils avaient franchi la cap des difficultés et voguaient sur la pleine mer de la notoriété... Il est vrai que nos milieux ne se sont attendus à être récompensés pour l'assistance fournie à des hommes dont ils croyaient utile de diffuser la production cérébrale, ceci dit pour éviter tout malentendu...

Cependant, ne serait-ce que par pudeur ou par dignité, certains de ces « intellectuels » auraient gagné à éviter qu'on leur reprochât un oubli trop désinvolte du passé.

Qui sont les miens.

Il y a des hommes qui ne sont ni frères, ni parents à aucun degré, mais qui se sentent plus près les uns des autres que les consanguins les plus proches, parce qu'ils aimés d'un même dégoût pour ce qui est exigé, d'une même haine pour l'établi, le convenu et le ne varietur, d'une même répugnance pour le grégaire. Ils ne cherchent ni à conserver, ni à sauver, ni à rebâtrir ce qui est. Ils se contentent de vivre leur vie propre, de la rendre aussi originale que possible, leur vie de contempteurs de l'imposé, de négateurs du conformisme, d'en déhors du troupeau social. Voilà l'espèce à qui j'appartiens, la race dont je me réclame, et quiconque adopte cette attitude de pensée et d'être, à son corps défendant, celui-là est mon père, et ma mère, et mon frère.

Prendre de l'âge.

Savoir que l'on prend de l'âge ; s'apercevoir que ses cheveux blanchissent et que son visage se ride ; sentir en même temps qu'on est aussi riche de sentimentalité et d'illusions que dans la fleur de la jeunesse, cette constatation-là est d'un sage. Ce qui n'est point d'un sage, c'est d'en souffrir. Qu'importe, après tout, qu'apparaissent les cheveux blancs et les rides ? Ce qui importe, c'est que, moi, je ne me sens ni vieux, ni vieilli. On n'a que l'âge qu'on se sent, on n'a d'âge que celui qu'on se sent. Il y a le ridicule social et les conventions grégaïres. C'est vrai, mais celui qui n'est pas en état de les affronter n'a jamais l'âge qu'on lui donne ou qu'il paraît.

Réagir.

A un intervalle de vingt ans, les circonstances ont fait que j'ai relu plusieurs romans qui m'avaient très vivement ému dans ma jeunesse : *Wilhelm Meister*, de Goethe, dans la langue originale, une belle traduction de *Werther*, du même auteur, *Raphael et Graziella*, de Lamartine. Est-ce que j'ai perdu ma sensibilité ? S'il est vrai que j'ai plaint Mignon, Charlotte, Aurélie, Werther, Raphaël et Graziella, si je me suis senti remué et touché, je trouve, tout bien résumé, que ces romans — à l'exception de *Wilhelm Meister*, où les réflexions philosophiques abondent à côté des épisodes romanesques — exercent sur l'esprit une influence morbide, anesthésiante. Que d'existences perdues inutilement et consommées avant leur temps ; que d'incorables désespoirs qu'un peu de raisonnement vigoureux, qu'une dose un peu massive d'amour de la vie aurait pu parfaitement rendre guérissables ! Il court dans ces pages une souffrance de maladivité ; il n'y a pas assez de santé mentale ; il y a trop de laisser-aller général, de nonchalance intérieure, de « végétativité » cérébrale. Tout cela est hors nature. La nature s'écrie : « Réagis ! » Elle ne promet pas la victoire, c'est vrai ; mais elle considère comme malaisin ou écarte comme caduc l'organisme qui manque à réagir. Et c'est justement le ressort qui fait défaut aux héros de ces romans.

ARMAND.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

On éprouve un réel soulagement lorsqu'on a l'occasion de formuler tout haut certaines réflexions que l'on s'est faites à soi-même tout bas. Il n'est pas farouche individualiste qui ne se soumette à ce besoin expansif, issu de ce qu'on appelle notre sociabilité. Le moindre fait est susceptible d'amener chez l'individu qui veut bien se donner la peine de penser, une suite de réflexions qui ne sont jamais dénuées d'intérêt, même quand elles émanent d'un cerveau peu cultivé, et qu'elles sont communiquées d'une façon maladroite. Toute idée en engendre une autre, tout développement soumet nos facultés de compréhension et de critique à une gymnastique profitable.

Le mal est de se taire... quand on a quelque chose à dire. Ah ! je sais bien, il existe une catégorie d'individus dont la bouche émet des sons d'autant plus puissants et plus sonores que leurs cerveaux sont plus vides. Il y a les acrobates du verbe, les bavards professionnels, qui vous prouvent par A+B que ce qu'ils ont dit la veille est un tissu de stupidités. Il y a les camelots de la politique, les marchands de boniments. Ces gens ne m'intéressent que dans la mesure où ils me forcent de les combattre. Ils soutiennent avec autant de chaleur, d'apparente sincérité, les idées les plus différentes, selon qu'ils gagnent plus ou moins d'argent pour défendre celle-ci plutôt qu'une autre. Ce sont les prostitués de la pensée, que la pauvre femme qui au coin de la rue attend le client, peut regarder avec mépris.

J'aime celui qui d'abord pense pour lui avant de penser pour les autres, et qui dit exactement ce qui est son opinion intime. Peu m'importe que cet homme se trompe, c'est à moi de lui prouver qu'il a tort. S'il est de bonne foi, il acceptera mes observations, il discutera, raisonnera, peut-être modifiera son idée première pas assez mature, pas assez appuyée sur une étude des faits et des choses s'y rapportant. Mais surtout ne pas pontifier, ne pas apporter des vérités intangibles, des dommages devant lesquels la tourbe des peu ou des mal éduqués de la tourbe des peu ou des mal éduqués devra s'agenouiller pour les répéter ensuite comme des perroquets, en guise de paténotères.

Et puis, ne pas affecter un aristocratique mépris pour ceux qui viennent aux discussions dans un but désintéressé, pour s'instruire, sont déjà plus que de simples révoltes en proie à une impulsion passagère, mais des gens en voie d'émanicipation intellectuelle, que l'anarchie attire, qu'ils voudraient mieux connaître, et qu'il ne faut pas leur présenter sous l'aspect rébarbatif d'une vieille fée à lunettes compulsant d'incompréhensibles grimoires.

Les livres de philosophie anarchiste sont tout de clarté et à la portée de toutes les intelligences.

Depuis Proudhon jusqu'à Sébastien Faure, en passant par Elie Reclus, Jean Grave, Kropotkin, etc., il y a là de quoi meubler nos cerveaux et nous faciliter les arguments qui nous sont nécessaires et que nous ne trouvons pas toujours quand il s'agit de raser le clou aux poétiques autoritaires.

Et ne pas nous figurer que ces livres sont autant de Bibles nous révélant un évangile nouveau. Ce qui ne nous semble pas conforme à notre idée personnelle, discutons-le, mettons-le en discussion à la prochaine réunion du groupe. Cela, c'est du travail d'éducation anarchiste, il est indispensable ; il ne peut donner une force toujours grandissante à l'action que nous sommes amenés à faire contre les exploitants, les affameurs, assassins d'aujourd'hui, et ceux qui dans la coulisse s'apprécient à les remplacer.

C'est cette besogne d'éducation sur soi et sur les autres ensuite qui constitue le paillasson symbolique sur lequel nos pieds se déposeront de la boue des préjugés.

Si l'époque est encore lointaine où nous pourrons entrer dans la maison du rêve, si le chemin est encore long à parcourir, au moins nos pieds seront de jour en jour plus légers, nous avancerons plus vite.

Pierre MUALDES.

Ils se jugent eux-mêmes.

Les chantages incessants du « fou du Roy » nous rappellent une petite histoire enfantine, par hasard, il y a quelques années.

Pujo, arrière petit-fils de la reine Berthe aux Longs Pieds, se trouvait dans un café de la rue Montmartre. A ses côtés, un des petits apaches de la cause des bandits de la rue de Rome. Tous les deux conversaient et, autant qu'il nous souvienne, la conversation roulait sur les dessins de Gassier dans le *Merle blanc*, et Pujo disait : « D'autant bien de ces dessins. Ça l'amuse même beaucoup. Ouvant à moi, on ne peut rien trouver, ni dans ma vie privée, ni dans ma vie publique, qui puisse donner prise à la critique, même à celle d'un dessinateur satiriste. Il ne reste à Gassier que mes pieds, il peut les allonger tant qu'il lui plaira. »

Mais alors si, dans la vie privée ou publique de Pujo, il n'existe rien que de très moral, il y a donc d'autres vies privées ou publiques qui ne sont pas à l'instar de celle de M. Pujo, et comme, en l'occurrence, il était question du sinistre Daudet, nous pouvons poser la question :

— Est-il vrai, M. Daudet, que l'auteur de *Estimetteuse* ne soit pas toujours propre ?

La parole est au maître chanteur, insulteur d'honnêtes gens.

○○○

Encore un pur.

Notre service spécial de « contre-Tchéka » nous informe que le citoyen V..., des Métaux, palabrait, le dimanche 2 mars, à Corbeilles-en-Parisis, comme délégué de la 3^e Région confédérée.

Seraït-il vrai qu'il a fait la liaison organisée pendant l'après-midi avec un autre citoyen dont la triste qualité lui fut cependant

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Le 1^{er} Congrès des fabriques de l'Ameublement parisien

Suivant la tactique méthodique, tracée par la commission intersyndicale, l'organisation du Congrès suit son cours normal, et ateliers par ateliers les réunions se poursuivent groupant de plus en plus des auditoires nombreux.

Partout la création des comités de fabriques dans chaque maison est appréciée favorablement par tous les travailleurs.

Dans chaque atelier visité, des délégués au congrès ont été désignés.

Nous avons eu la satisfaction d'enregistrer, que dans toutes nos réunions, l'unité la plus complète a été réalisée.

Pass une note discordante sur la nécessité du regroupement en comité dans la fabrique même.

Cette unité prouve que cette forme de regroupement « pour la seule défense des intérêts de la classe ouvrière » sera demain l'arme puissante que le prolétariat aura à utiliser, soit pour la défensive, soit pour l'offensive.

Pour que cette arme puissante soit réellement efficace, il est nécessaire qu'à notre Congrès la totalité des fabriques y soient représentées.

Ce qui fera la force des travailleurs de l'ameublement, ce ne sera pas seulement le grand nombre de congressistes, mais bien le nombre imposant des maisons représentées.

Or malgré toute l'activité des organisateurs au Congrès sur le nombre considérable des maisons d'ameublement de la Seine, il en reste beaucoup qui n'ont pas encore été visitées.

Nous faisons appel à tous les travailleurs de l'ameublement qui se trouvent dans ces maisons pour organiser eux-mêmes une réunion d'atelier.

Certains camarades peuvent croire que pour faire une réunion de maison, il faut avoir des connaissances spéciales. Il n'y a cependant rien de plus facile.

Nous avons à la disposition des camarades des convocations imprimentes, où il n'y a qu'à ajouter l'heure et le lieu de la réunion. Venir les prendre 2, rue Saint-Bernard.

Trois questions sont à développer : les huit heures ; le relèvement des salaires ; l'impôt sur les salaires.

Traiter en quelques mots ces trois questions, est certainement à la portée de tous les ouvriers de bonne volonté.

Ensuite, procéder à la nomination des délégués au Congrès, prendre leurs adresses et nous les faire parvenir, 2, rue Saint-Bernard, afin qu'ils soient convoqués en temps utile.

Dans le cas où un délégué de la commission serait indispensable nous prévenir quelques jours à l'avance en indiquant la date et le lieu de la réunion.

Chaque camarade aura à cœur de fourrir son effort particulier à la cause commune, car avec l'augmentation rapide du coût de la vie, la situation de la classe ouvrière va se trouver sous peu dans un état si lamentable, qu'il est dû plus impératif de faire de chacun de faire l'impossible pour que nous soyons prêts au moment favorable.

Nous attirons surtout l'attention des camarades sur le danger qu'il y a actuellement à déclencher des mouvements partiaux qui souvent feront le jeu des patrons.

Prière de venir au syndicat avant d'engager toute action.

Ne dispersons pas les efforts, car sous peu, nous serons peut-être appellés à la lutte collective.

La Commission Intersyndicale.

Dans le Bâtiment de Lille

De Vreyer Eugène, secrétaire de bâtiment unitaire de Lille, en militant qui se respecte, est en train de se casser les mènages à propos de l'unité. Il répète dans son article paru dans l'« Enchaîneur » ce que l'« Humanité » bafouille depuis des mois.

Vous connaissez les arguments — comment se fait-il que l'idée de l'unité se soit si rapidement incrustée dans les cervaeux des superpus de la Fédération du bâtiment ? — Le Pen ne se souvient-il pas de l'anathème qu'il adressait naguère à Vailant ? Nos purs ne toucheraient-ils pas de l'argent d'Amsterdam ? etc... Si le ridicule tait, De Vreyer, pour qui j'ai de l'estime, parce que je le sais sincèrement autrement que tous ces « rigolos » à la Teulade (futur secrétaire de la future Fédération communiste du bâtiment fut tombé mort en rédigant son article ?)

Lequel me soit permis de faire remarquer à De Vreyer que dans l'action commune pour la constitution de la main-d'œuvre étrangère, etc., la Fédération du bâtiment a toujours dans la voie de l'unité devancé la C.G.T.U. et cela n'en déplaît à Monatte. Elle a été la première aussi à refuser après la guerre le syndicalisme de collaboration de classe. Si aujourd'hui tous les politiciens s'abattent sur elle c'est parce qu'elle est restée essentiellement syndicaliste. (De Vreyer le sait très bien puisqu'il a voté dans ce sens au Congrès de Paris et au Congrès régional d'Arras). S'il nage ce n'est pas de ma faute.

La méthode unitaire préconisée par la C.G.T.U. est irréalisable, parce que la rentrée en son sein des syndicats révolutionnaires laisserait supposer que ce sont eux, les seuls responsables de la scission.

Celle préconisée par la C.G.T.U. est utopique, pour la bonne raison que la C.G.T.U. fut constituée par décret de la politique S.F.I.O., du fonctionnement et de la collaboration des classes.

La C.G.T.U. n'a même pas à reprocher cela à la vieille C.G.T., puisqu'elle est à la remorque du Parti communiste et que d'autre part, Monmousseau, Berrai, Dudilieu ont comme Jouhaux et Cie, violé à Bourges les statuts confédéraux, en reprenant à leur compte plusieurs années de fonctionnement. (De Vreyer a été toujours d'accord avec moi là-dessus), foulant ainsi aux pieds les principes élémentaires du syndicalisme révolutionnaire.

Ce fait pour les deux C.G.T. d'être logées

à la même enseigne est le principal obstacle à l'unité. Je vois d'ici un congrès extraordinaire de tous les syndicats des deux C.G.T., où les uns accuseront la C.G.T. de suivre le parti S.F.I.O., ces derniers retournant la balle accusant les accusateurs (oh ! ironie) de suivre le Parti S.F.I.O., Monmousseau reprochant à Jouhaux ses immémorables années de fonctionnement, alors que lui-même s'est imposé ce sacrifice d'en prendre pour quatre années de plus.

N'aboyez pas à leurs chausses, car si notre Fédération est logique avec elle-même, elle fera l'unité dans l'autonomie à l'égard des deux C.G.T. Cette attitude sera susceptible de rallier tous les mécontents, nouveaux et anciens.

P.S. — Pour ce qui concerne l'argent d'Amsterdam, nous le mènerons avec celui de Berlin (oui, messieurs !) et nous pourrons de ce fait vous prêter les deux millions qui vous manquent (?) pour votre propagande électorale, syndicaliste et irrévolutionnaire... les poires sont mûres et les dieux sont ravis.

Minorité du Bâtiment de Lille.

Le syndicalisme à Reims

Nos camarades de l'alimentation, en grève depuis quinze jours, continuent la lutte sans défaillance.

Lundi 25 février 1924, notre camarade Quintane reçoit le télégramme suivant :

« Nous apprenons par presse grève déclarée alimentation. Renseignements de suite. »

« BOVILLE. »

Notre camarade lui fit cette réponse : « Venir immédiatement Reims. »

« QUINTANE. »

Nous avons appris par des camarades de l'alimentation que Boville était venu ici le 26, mais que sans doute très bien renseigné et aussi bien conseillé par le bureau communiste de l'U.D., il rentra à Paris avec le même empressement, sans voir Quintane.

**

Samedi 1^{er} mars, le Syndicat du Bâtiment tenait son assemblée générale. A l'ordre du jour était portée comme gros morceau l'orientation syndicale.

Nos braves moscoucatains avaient rassemblé tout le ban et l'arrière-ban de leurs partisans et ils se croyaient bien en force.

Il ne faut pas démentir le « yellow » diable, une minorité qui ne grandit pas disparaît, et il faut toujours être la majorité, que l'on soit ou non de la partie.

Tous nos camarades seront présents aujourd'hui, à 9 heures, à la Bourse du Travail.

Dom, la réunion commença sous la présidence de l'Eminence grise de Reims, le sieur Catinat, le futur candidat.

Une résolution préparée d'avance par lui ou le bureau, ce qui est tout comme, fut lu, qui menaçait de l'expulsion immédiate quiconque ferait dévier le débat, etc.

On doit obéir, strongneugneu !

Tout le monde s'y rallia, espérant un peu de calme, car pour ces agneaux les perturbateurs sont ces pelés et ces galeux de syndicalistes purs.

Après la lecture des procès-verbaux, un camarade de la Minorité demanda la parole, car il y avait certaines couleuvres un peu dures à avaler : vote d'un prêt de 500 francs au « Club du travail », club formé de jeunes communistes.

Ce camarade fit les objections suivantes : « Nous ne sommes pas opposés, en principe, à aider les groupes d'avant-garde et nous ne sommes pas opposés au vote d'un don de 100 francs à ce club. Mais, aujourd'hui, cela nous paraît déplacé, car dans le compte rendu d'un conseil précédent, nous nous étions n'importe où verser que la moitié de notre dette à la Fédération. En ce moment, la Fédération, préparant une campagne d'agitation, en a beaucoup plus besoin qu'un club de vélocipédistes ou de chanteurs. Le bureau insista pour défendre son point de vue et on passa au vote à mains levées.

Comme il fallait, coute que coute, obtenir la majorité, ces braves citoyens comprirent double, mais nous protestâmes. Et devant ce parti pris des murmures s'élèveront et le résultat ne put être acquis.

En présence du brouhaha, provoqué par cette attitude, un de nos camarades fit la proposition suivante : « Il y a ici une grève en cours, donnez-leur ces 500 francs. »

Le bureau s'y opposa, car leur protégé ne pourrait avoir cette somme qu'il convoitait. Et, diable, on doit bien être maître des cotisations des cochons de payants.

Après de multiples discussions et provocations, on passa au vote sur la proposition de la Minorité.

Le bureau fut battu ! Oh ! alors, ce fut un beau tumulte : la discussion sur les sections techniques ne put calmer les tendances, car nos orthos voyant arriver après la question de l'orientation syndicale, cherchèrent par tous les moyens à saboter cette réunion.

Ils quittèrent la salle en chantant l'Internationale et poussèrent des cris et des insultes en descendant les escaliers. Nous continuâmes la réunion et, après quelques discussions, l'ordre du jour suivant fut voté :

« L'assemblée générale du Syndicat du Bâtiment de Reims, dans sa réunion administrative du 1^{er} mars 1924, après le départ des communistes, ayant continué la discussion, proteste à l'unanimité contre l'attitude du bureau actuel et des luttes intestines dans le sein du Syndicat et se déclare solidaire de l'action de la Fédération du Bâtiment et mandate son délégué pour réclamer l'autonomie fédérale. »

A ce moment, un camarade communiste, écœuré de l'attitude de ses condisciples, déchira sa carte du parti et vint vers nous.

Espérons que cette minorité « fondante » continuera et redeviendra la grosse majorité d'antan.

Pour la Minorité : GERBAL.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Baptiste FRAYSSE

Imprimerie spéciale du « Libertaire »

10-12, rue Paul-Lelong, Paris

Aux syndicalistes révolutionnaires de la région d'Alais

La Minorité syndicaliste révolutionnaire, réunie à la Bourse du travail, a enregistré avec satisfaction les adhésions nouvelles. Elle a aussi voté, à l'unanimité, la déclaration suivante :

« La Minorité s'élève contre les accusations portées contre les militants de la Minorité de vouloir une troisième C.G.T. Les syndicalistes communistes représentent à leur compte les arguments que les réformistes de la vieille C.G.T. invoquaient contre les C.S.R. en 1920. Or, les vrais antirévolutionnaires sont ceux qui critiquent la Fédération du Bâtiment quand elle cherche à réaliser son unité fédérale. Cette critique des Unitaires vient de ce que le Bâtiment est resté avant tout syndicaliste. La M.S.R. Alaisienne approuve donc l'attitude du Bâtiment qui ouvre la voie à l'unité ouvrière, souhaite que les Fédérations des mineurs et des cheminots suivent son exemple. Les travailleurs alaisiens jugeront où sont les scissionnistes, s'ils savent que les minoritaires préconisent tout simplement dans leurs syndicats respectifs l'unité syndicale par l'application intégrale de la charte d'Amiens dont les principes essentiels sont : 1^o la non-rééligibilité ; 2^o l'incompatibilité des mandats politiques syndicaux. »

C'est donc de l'enseignement pédagogique actuel qu'il faut attendre un relèvement intellectuel de la classe ouvrière.

Et si à l'école on préconise la guerre à l'alcool et au tabac, l'Etat, lui, trouve intérêt à augmenter la consommation des poisons alcooliques et tâgiques.

Il est donc du devoir du Syndicat de lutter contre ces fléaux, de faire la guerre en même temps à la surproduction dans le travail, et surtout à la procréation exacerbée des enfants.

Et dans le recrutement syndical, il doit veiller plus à la qualité morale qu'à la quantité des syndiqués. A quoi sert une quantité venant verser simplement la cotisation ? Beaucoup le font cependant pour se mettre à l'abri de représailles, et croient leur devoir accompli. Des cotisants incapables de solidarité ou n'agissant que sous l'influence de la boisson ne sont pas des syndiqués intéressants.

Des syndiqués qui travaillent comme des brutes sont des éléments néfastes pour leur organisation.

Des syndiqués qui maltraitent leurs jeunes manœuvres et apprennent, et s'alignent de la sorte à l'exploitation capitaliste, sont de bien tristes recrues...

Il est aussi nécessaire de faire disparaître l'esclavage au foyer que dans le travail ; des syndiqués qui, réclament pour eux des conditions pécuniaires et morales meilleures, et qui tiennent leurs compagnes dans la servitude du foyer conjugal, ou même les laissent dans la situation intérieure où elles se trouvent placées à la fois par la religion et des préjugés, manquent à leur devoir.

Recruter des adhérents c'est bien, mais former des hommes, « ouvrir » des cercueils c'est beaucoup mieux.

Le syndicalisme n'aura de réelles forces de transformation sociale, d'évolution, qu'en sortant des mercantiles revendications pécuniaires, et en accentuant la propagande d'éducation morale.

Certes, il faut qu'il lutte dans le présent, mais tout en préparant l'avenir, en éduquant les femmes et les enfants.

Sur le syndicalisme

Quel est le but du Syndicat ? Elever le niveau moral des travailleurs, améliorer leur condition matérielle. Pour ce faire, le Syndicat doit d'une part lutter pour l'augmentation des salaires toujours inférieurs au prix de la vie, pour la suppression du travail aux pièces et du tâcheronat.

D'autre part, et tout en recherchant les garanties de sécurité et d'hygiène à l'usine, le Syndicat doit combattre dans une grande partie de la classe ouvrière les préjugés anciens et modernes et l'esprit de routine.

Ce n'est pas de l'enseignement pédagogique actuel qu'il faut attendre un relèvement intellectuel de la classe ouvrière.

Et si à l'école on préconise la guerre à l'alcool et au tabac, l'Etat, lui, trouve intérêt à augmenter la consommation des poisons alcooliques et tâgiques.

Il est donc du devoir du Syndicat de lutter contre ces fléaux, de faire la guerre en même temps à la surproduction dans le travail, et surtout à la procréation exacerbée des enfants.

Et dans le recrutement syndical, il doit veiller plus à la qualité morale qu'à la quantité des syndiqués. A quoi sert une quantité venant verser simplement la cotisation ? Beaucoup le font cependant pour se mettre à l'abri de représailles, et croient leur devoir accompli. Des cotisants incapables de solidarité ou n'agissant que sous l'influence de la boisson ne sont pas des syndiqués intéressants.

Des syndiqués qui travaillent comme des brutes sont des éléments néfastes pour leur organisation.

Des syndiqués qui maltraitent leurs jeunes manœuvres et apprennent, et s'alignent de la sorte à l'exploitation capitaliste, sont de bien tristes recrues...

Il est aussi nécessaire de faire disparaître l'esclavage au foyer que dans le travail ; des syndiqués qui, réclament pour eux des conditions pécuniaires et morales meilleures, et qui tiennent leurs compagnes dans la servitude du foyer conjugal, ou même les laissent dans la situation intérieure où elles se trouvent placées à la fois par la religion et des préjugés, manquent à leur devoir.

Recruter des adhérents c'est bien, mais former des hommes, « ouvrir » des cercueils c'est beaucoup mieux.

Le syndicalisme n'aura de réelles forces de transformation sociale, d'évolution, qu'en sortant des mercantiles revendications pécuniaires, et en accentuant la propagande d'éducation morale.

Certes, il faut qu'il lutte dans le présent, mais tout en préparant l'avenir, en éduquant les femmes et les enfants.

Et si à l'école on préconise la guerre à l'alcool et au tabac, l'Etat, lui, trouve intérêt à augmenter la consommation des poisons alcooliques et tâgiques.

Il est donc du devoir du Syndicat de lutter contre ces fléaux, de faire la guerre en même temps à la surproduction dans le travail, et surtout à la procréation exacerbée des enfants.